



PREFET DU RHONE

27 JAN. 2014

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Véronique VOLAY

☎ : 04 72 61 37 86

✉ : veronique.volay@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE dans son établissement situé 11, rue Louis Aulagne à OULLINS ;

VU le rapport, en date du 17 décembre 2013, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux, réalisée le 6 novembre 2013, a permis à l'inspection des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- aucune étude de nuisances sonores n'a été commandée auprès d'un organisme qualifié depuis mars 2004 ;
- la vitesse réglementaire de 12 m/s relative à la vitesse d'éjection des gaz concernant les rejets atmosphériques du four d'incinération n'est pas respectée ;
- l'analyse des émissions atmosphériques par un organisme accrédité COFRAC n'est pas effectuée suivant une périodicité semestrielle ;
- la valeur limite d'émission de 0,1 ng I-TEQ/heure pour les dioxines et furannes n'est pas respectée ;
- la surveillance annuelle de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation n'a pas été mise en place ;

... / ...

- les différentes transmissions réglementaires à l'inspection des installations classées n'ont pas été envoyées suivant les périodicités prévues ;
- aucun rapport annuel d'activités n'a été transmis à l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT, donc, que la société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE ne respecte pas les dispositions du point 2 de l'annexe 2, des points 7.5.1.3, 7.6.2, 7.6.3.1, 7.8, 7.8.2 de l'article 3 ainsi que le point d) relatif à la valeur limite d'émission pour les dioxines et furannes imposées à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 modifié susvisé ;

CONSIDERANT, en effet, qu'il appartient à la société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE, pour son établissement situé à OULLINS, de faire réaliser une mesure de bruits et de l'émergence de l'établissement, de respecter la valeur limite d'émission de 12 m/s pour la vitesse d'éjection des gaz et de 0,1 ng/m³ pour les dioxines et furannes, de faire analyser semestriellement les émissions atmosphériques par un organisme accrédité COFRAC, de réaliser une surveillance environnementale annuelle, d'envoyer les différentes transmissions réglementaires suivant les périodicités définies et de transmettre, avant le 31 mars de l'année N, un rapport annuel d'activités pour l'année N-1 ;

CONSIDERANT, de tout ce qui précède, qu'il y a lieu d'inviter l'exploitant à respecter les dispositions du point 2 de l'annexe 2, des points 7.5.1.3, 7.6.2, 7.6.3.1, 7.8, 7.8.2 de l'article 3 ainsi que le point d) relatif à la valeur limite d'émission pour les dioxines et furannes imposées à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 modifié susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE, 11, rue Louis Aulagne à OULLINS, est mise en demeure de respecter :

- dans un délai de 3 mois, les dispositions du point 2 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 modifié susvisé,
- dans un délai de 2 mois, les dispositions du point 7.5.1.3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 modifié susvisé,
- sans délai, les dispositions des points 7.6.2, 7.6.3.1, 7.8, 7.8.2 de l'article 3 ainsi que le point d) relatif à la valeur limite d'émission pour les dioxines et furannes imposée à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 modifié susvisé,

Ces délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire d'OULLINS,
- à l'exploitant.

Lyon, le **27 JAN. 2014**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



Isabelle DAVID

